

SÉANCE DU MERCREDI 10 FÉVRIER 1999
VERGADERING VAN WOENSDAG 10 FEBRUARI 1999

SOMMAIRE :

EXCUSÉS :

Page 7087.

PROJETS ET PROPOSITION DE LOI (Discussion) :

Projet de loi relative aux élections sociales (Évocation).

Projet de loi portant certaines mesures en matière d'élections sociales.

Discussion générale. — *Oratrice* : **Mme Delcourt-Pêtre**, rapporteuse, p. 7087.

Discussion des articles du projet de loi — doc. n° 1-1248, p. 7088.

Projet de loi portant assentiment de coopération entre l'État et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes.

Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes.

Discussion générale. — *Oratrice* : **Mme Merchiers**, rapporteuse, p. 7090.

Discussion des articles du projet de loi — doc. n° 1-1167, p. 7090.

Discussion des articles du projet de loi — doc. n° 1-1199, p. 7091.

Projet de loi modifiant l'article 1410, § 2, du Code judiciaire et l'article 2071 du Code civil (Évocation).

Discussion générale, p. 7091.

Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne la convocation par procès-verbal dans les affaires en matière de jeunesse.

Discussion générale, p. 7091.

Discussion des articles, p. 7091.

INHOUDSOPGAVE :

VERONTSCHULDIGD :

Bladzijde 7087.

WETSONTWERPEN EN VOORSTEL VAN WET (Bespreking) :

Wetsontwerp betreffende de sociale verkiezingen (Evocatie).

Wetsontwerp houdende sommige maatregelen inzake sociale verkiezingen.

Algemene bespreking. — *Spreker* : **mevrouw Delcourt-Pêtre**, rapporteur, blz. 7087.

Artikelsgewijze bespreking van het wetsontwerp — Gedr. St. nr. 1-1248, blz. 7088.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg.

Algemene bespreking. — *Spreker* : **mevrouw Merchiers**, rapporteur, blz. 7090.

Artikelsgewijze bespreking van het wetsontwerp — Gedr. St. nr. 1-1167, blz. 7090.

Artikelsgewijze bespreking van het wetsontwerp — Gedr. St. nr. 1-1199, blz. 7091.

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1410, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 2071 van het Burgerlijk Wetboek (Evocatie).

Algemene bespreking, blz. 7091.

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, met betrekking tot de oproeping bij proces-verbaal in jeugdzaken.

Algemene bespreking, blz. 7091.

Artikelsgewijze bespreking, blz. 7091.

PRÉSIDENTE DE **M. MOENS**, VICE-PRÉSIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN **DE HEER MOENS**, ONDERVOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 05.
De vergadering wordt geopend om 14.05 uur.

EXCUSÉS — VERONTSCHULDIGD

Mme Lizin, en mission à l'étranger, et M. Urbain, pour devoirs professionnels, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Lizin, met opdracht in het buitenland, en de heer Urbain, wegens ambts-plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI RELATIVE AUX
ÉLECTIONS SOCIALES (ÉVOCATION)

PROJET DE LOI PORTANT CERTAINES MESURES
EN MATIÈRES D'ÉLECTIONS SOCIALES

Discussion générale

Discussion des articles

(Articles 60 et 56 du Règlement)

WETSONTWERP BETREFFENDE DE SOCIALE
VERKIEZINGEN (EVOCATIE)

WETSONTWERP HOUDENDE SOMMIGE
MAATREGELEN INZAKE SOCIALE VERKIEZINGEN

Algemene bespreking

Artikelsgewijze bespreking

(Artikelen 60 en 56 van het Reglement)

M. le président. — Je propose au Sénat de joindre la discussion de ces projets de loi.

Ik stel de Senaat voor deze wetsontwerpen samen te bespreken.
(Instemming.)

Conformément à notre Règlement, les textes adoptés par la commission serviront de base à notre discussion. *(Voir documents nos 1-1247/3 et 1-1248/3 de la commission des Affaires sociales du Sénat. Session 1998/1999.)*

Volgens het Reglement gelden de door de commissie aangenomen teksten als basis voor de bespreking. *(Zie gedrukte stukken nrs 1-1247/3 en 1-1248/3 van de commissie voor de Sociale Aangelegenheden van de Senaat. Zitting 1998/1999.)*

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

La parole est à la rapporteuse.

Mme Delcourt-Pêtre (PSC), rapporteuse. — Monsieur le président, les élections sociales pour l'élection des représentants des travailleurs au sein des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail doivent être organisées tous les quatre ans dans les entreprises et les institutions du secteur privé qui occupent un certain nombre de travailleurs.

En principe, ces élections devaient se dérouler sur une période allant du mois de novembre 1998 au mois de mai 1999. Elles allaient donc coïncider parfaitement avec les négociations menées par les partenaires sociaux dans le cadre de l'accord interprofessionnel ainsi qu'avec les négociations sectorielles qui s'ensuivent et qui sont toujours en cours.

Afin d'éviter que cette juxtaposition ne donne, comme par le passé, une surenchère injustifiée dans les demandes des partenaires sociaux ou un report pur et simple des négociations en matière d'emploi, il a été décidé, de commun accord entre les partenaires sociaux, de postposer d'un an l'organisation des élections sociales.

Cela entraîne deux conséquences importantes: d'une part, à l'avenir, les élections sociales, qui se dérouleront à nouveau tous les quatre ans, n'interféreront plus avec les négociations interprofessionnelles et sectorielles; d'autre part, ce report d'un an des élections sociales entraîne des conséquences pratiques en terme de mandats et de protections des délégués, entre autres, qu'il fallait régler par une loi.

Ce dernier point constitue pour partie l'objet des deux projets de loi soumis à votre vote.

Le projet de loi numéro 1247 relative aux élections sociales a pour objectif principal de régler les problèmes liés au report d'un an des élections sociales dans les entreprises concernées.

Les points suivants y sont abordés.

Premièrement, la prolongation des mandats des délégués des travailleurs pour une année.

Deuxièmement, la prolongation de la protection des délégués des travailleurs pour une année.

Troisièmement, la prolongation pour une année des facilités accordées aux délégués des travailleurs pour se réunir, se former.

Quatrièmement, l'application de règles spécifiques en cas de vacance des mandats des représentants des travailleurs en raison du report d'une année des élections. Ainsi, si le nombre des délégués effectifs représentant les travailleurs est inférieur à la moitié de ce qu'il était au début des mandats en 1995 et si, en outre, une organisation interprofessionnelle n'est plus représentée, l'organisation concernée pourra désigner de nouveaux membres parmi les délégués effectifs de l'autre organe ou parmi les membres de la délégation syndicale, ou encore parmi les candidats non élus en 1995.

Cinquièmement, la prolongation du mandat et de la protection des délégués syndicaux, si leur désignation est liée au renouvellement des comités pour la prévention et la protection au travail et des conseils d'entreprise.

Outre ces points essentiels, ce projet de loi définit de nouveaux critères afin de déterminer si plusieurs entités juridiques peuvent former une seule unité technique d'exploitation. Dorénavant, les critères justifiant de tels regroupements ne sont plus qu'au nombre de deux et sont des critères exclusivement sociaux et économiques.

Quant au projet de loi numéro 1248 portant certaines mesures en matière d'élections sociales, il reprend, dans une loi, les règles de procédure spécifiques qui s'appliquent en matière judiciaire en cas de litige des élections sociales. Ces règles étaient auparavant reprises dans les arrêtés royaux relatifs aux élections sociales. Le fait de les intégrer dans une loi permettra à l'avenir de ne plus devoir les reproduire spécifiquement dans l'arrêté royal relatif aux élections sociales. Le contenu de ces dispositions n'a pas été modifié par rapport à ce que les entreprises ont connu lors des élections sociales de 1995.

En matière de vote au sein de la commission des Affaires sociales, le projet de loi numéro 1247 relative aux élections sociales a été approuvé par six voix pour deux abstentions. Le projet de loi numéro 1248 portant certaines mesures en matière d'élections sociales a connu les votes suivants pour l'article 1^{er}: 7 voix pour et 1 abstention; pour l'article 2: 6 voix pour et 2 abstentions; pour l'article 3: 6 voix pour et 2 abstentions, pour l'ensemble du projet de loi: 6 voix pour et 2 abstentions.

M. le président. — Plus personne ne demandant la parole, la discussion générale est close.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene bespreking gesloten.

Aucun amendement n'a été déposé au projet de loi relative aux élections sociales.

Er werden geen amendementen ingediend bij het wetsontwerp betreffende de sociale verkiezingen.

Nous passons dès lors à l'examen des articles du projet de loi portant certaines mesures en matière d'élections sociales.

We gaan nu over tot de artikelsgewijze bespreking van het wetsontwerp houdende sommige maatregelen inzake sociale verkiezingen.

L'article premier est ainsi rédigé:

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. L'article 24 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie est remplacé par la disposition suivante:

«Art. 24. § 1^{er}. Les employeurs, les travailleurs, les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des cadres peuvent introduire auprès des juridictions du travail une action tendant à trancher tout différend relatif à la présente section ou à ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Les actions visées au § 1^{er} sont soumises aux règles de procédure suivantes:

1^o les actions sont introduites par requête écrite, envoyée par lettre recommandée ou déposée au greffe de la juridiction compétente;

2^o les délais pour introduire les actions sont soumis aux dispositions des articles 52 et 53 du Code judiciaire; le jour d'envoi de la lettre recommandée à la poste ou du dépôt de la requête au greffe doit coïncider au plus tard avec le dernier jour de ces délais;

3^o la partie requérante est tenue de déposer in limine litis, au greffe de la juridiction du travail saisie, l'identité et l'adresse complète des parties intéressées; il faut entendre par adresse complète, le lieu du domicile ou de la résidence principale ou le lieu habituel du travail;

4^o la juridiction du travail saisie statue, sans préliminaire de conciliation, après avoir entendu ou dûment appelé les parties intéressées;

5^o les jugements et arrêts sont notifiés par pli judiciaire à l'employeur, aux travailleurs intéressés, aux organisations représentatives des travailleurs intéressés, aux organisations représentatives des cadres intéressés ainsi qu'aux personnes expressément déterminées par la présente loi;

6^o les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des cadres peuvent se faire représenter par un délégué, porteur d'une procuration écrite, devant les juridictions du travail; celui-ci peut accomplir au nom de l'organisation à laquelle il appartient les diligences que cette représentation comporte, introduire une requête, plaider et recevoir toutes communications relatives à l'introduction, l'instruction et au jugement du litige.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il faut entendre par partie intéressée, toute personne, organisation représentative des travailleurs ou organisation représentative des cadres mise en cause dans le cadre de la procédure.

§ 3. Le Roi peut déterminer dans quel délai les actions visées au § 1^{er} doivent être introduites. Il peut également déterminer s'il peut être interjeté appel ou opposition et dans quel délai, et dans quel délai les juridictions du travail rendent leur décision.»

Art. 2. Artikel 24 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven wordt vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 24. § 1. De werkgevers, de werknemers, de representatieve werknemersorganisaties en de representatieve organisaties van kaderleden kunnen bij de arbeidsgerechten een vordering instellen tot beslechting van alle geschillen in verband met deze afdeling en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 2. De in § 1 bedoelde vorderingen zijn onderworpen aan volgende procedureregels:

1^o de vorderingen worden ingeleid bij verzoekschrift, verzonden bij aangetekende brief aan of neergelegd bij de griffie van het bevoegd gerecht;

2^o de termijnen om de vorderingen in te stellen zijn onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 52 en 53 van het Gerechtelijk Wetboek; de dag van verzending van een ter post aangetekende brief of van de neerlegging van het verzoekschrift ter griffie moet uiterlijk met de laatste dag van deze termijnen samenvallen;

3° de eisende partij is ertoe gehouden, in limine litis, bij de griffie van het arbeidsgerecht waarbij de zaak aanhangig is, de identiteit en het volledig adres van de betrokken partijen neer te leggen; onder volledig adres wordt verstaan, de woonplaats of de voornaamste verblijfplaats of de gewone plaats van tewerkstelling;

4° het arbeidsgerecht waarbij de zaak aanhangig is doet uitspraak zonder voorafgaande verzoening, na de betrokken partijen te hebben gehoord of behoorlijk te hebben opgeroepen;

5° de vonnissen en arresten worden bij gerechtsbrief ter kennis gebracht aan de werkgever, aan de betrokken werknemers, aan de betrokken representatieve werknemersorganisaties en aan de betrokken representatieve organisaties van kaderleden alsmede aan de personen uitdrukkelijk bepaald door deze wet;

6° de representatieve werknemersorganisaties en de representatieve organisaties van kaderleden mogen zich voor de arbeidsgerechten laten vertegenwoordigen door een afgevaardigde, houder van een geschreven volmacht; deze mag namens de organisatie waartoe hij behoort alle handelingen verrichten die bij deze vertegenwoordiging behoren, een verzoekschrift indienen, pleiten, en alle mededelingen ontvangen betreffende de rechtsingang, de behandeling en de berechting van het geschil.

Voor de toepassing van het eerste lid moet onder betrokken partij worden verstaan, elke persoon, representatieve werknemersorganisatie of representatieve organisatie van kaderleden die in het kader van de procedure in het geding wordt betrokken.

§ 3. De Koning kan bepalen binnen welke termijn de in § 1 bedoelde vorderingen moeten worden ingesteld. Hij kan eveneens bepalen of er hoger beroep of verzet kan worden aangetekend en binnen welke termijn, en binnen welke termijn de arbeidsgerechten uitspraak doen.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. L' article 79 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l' exécution de leur travail est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 79. § 1^{er}. Les employeurs, les travailleurs et les organisations représentatives des travailleurs peuvent introduire auprès des juridictions du travail une action tendant à trancher tout différend relatif à la présente loi ou à ses arrêtés d' exécution.

§ 2. Les actions visées au § 1^{er} sont soumises aux règles de procédure suivantes :

1° les actions sont introduites par requête écrite, envoyée par lettre recommandée ou déposée au greffe de la juridiction compétente;

2° les délais pour introduire les actions sont soumis aux dispositions des articles 52 et 53 du Code judiciaire; le jour d' envoi de la lettre recommandée à la poste ou du dépôt de la requête au greffe doit coïncider au plus tard avec le dernier jour de ces délais;

3° la partie requérante est tenue de déposer in limine litis, au greffe de la juridiction du travail saisie, l' identité et l' adresse complète des parties intéressées; il faut entendre par adresse complète, le lieu du domicile ou de la résidence principale ou le lieu habituel du travail;

4° la juridiction du travail saisie statue, sans préliminaire de conciliation, après avoir entendu ou dûment appelé les parties intéressées;

5° les jugements et arrêts sont notifiés par pli judiciaire à l' employeur, aux travailleurs intéressés, aux organisations représentatives des travailleurs intéressés ainsi qu' aux personnes expressément déterminées par la présente loi;

6° les organisations représentatives des travailleurs peuvent se faire représenter par un délégué, porteur d' une procuration écrite, devant les juridictions du travail; celui-ci peut accomplir au nom de l' organisation à laquelle il appartient les diligences que cette représentation comporte, introduire une requête, plaider et, recevoir toutes communications relatives à l' introduction, l' instruction et au jugement du litige.

Pour l' application de l' alinéa 1^{er}, il faut entendre par partie intéressée, toute personne ou organisation représentative des travailleurs mise en cause dans le cadre de la procédure.

§ 3. Le Roi peut déterminer dans quel délai les actions visées au § 1^{er} doivent être introduites. Il peut également déterminer s' il peut être interjeté appel ou opposition et dans quel délai, et dans quel délai les juridictions du travail rendent leur décision.»

Art. 3. Artikel 79 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 79. § 1. De werkgevers, de werknemers en de representatieve werknemersorganisaties kunnen bij de arbeidsgerechten een vordering instellen tot beslechting van alle geschillen in verband met deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 2. De in § 1 bedoelde vorderingen zijn onderworpen aan volgende procedureregels :

1° de vorderingen worden ingeleid bij verzoekschrift, verzonden bij aangetekende brief aan of neergelegd bij de griffie van het bevoegd gerecht;

2° de termijnen om de vorderingen in te stellen zijn onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 52 en 53 van het Gerechtelijk Wetboek; de dag van verzending van een ter post aangetekende brief of van de neerlegging van het verzoekschrift ter griffie moet uiterlijk met de laatste dag van deze termijnen samenvallen;

3° de eisende partij is ertoe gehouden, in limine litis, bij de griffie van het arbeidsgerecht waarbij de zaak aanhangig is, de identiteit en het volledig adres van de betrokken partijen neer te leggen; onder volledig adres wordt verstaan, de woonplaats of de voornaamste verblijfplaats of de gewone plaats van tewerkstelling;

4° het arbeidsgerecht waarbij de zaak aanhangig is doet uitspraak zonder voorafgaande verzoening, na de betrokken partijen te hebben gehoord of behoorlijk te hebben opgeroepen;

5° de vonnissen en arresten worden bij gerechtsbrief ter kennis gebracht aan de werkgever, aan de betrokken werknemers, aan de betrokken representatieve werknemersorganisaties alsmede aan de personen uitdrukkelijk bepaald door deze wet;

6° de representatieve werknemersorganisaties mogen zich voor de arbeidsgerechten laten vertegenwoordigen door een afgevaardigde, houder van een geschreven volmacht; deze mag namens de organisatie waartoe hij behoort alle handelingen verrichten die bij deze vertegenwoordiging behoren, een verzoekschrift indienen, pleiten en alle mededelingen ontvangen betreffende de rechtsingang, de behandeling en de berechting van het geschil.

Voor de toepassing van het eerste lid moet onder betrokken partij worden verstaan, elke persoon of representatieve werknemersorganisatie die in het kader van de procedure in het geding wordt betrokken.

§ 3. De Koning kan bepalen binnen welke termijn de in § 1 bedoelde vorderingen moeten worden ingesteld. Hij kan eveneens bepalen of er hoger beroep of verzet kan worden aangetekend en binnen welke termijn, en binnen welke termijn de arbeidsgerechten uitspraak doen.»

— Adopté.

Aangenomen.

M. le président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l' ensemble des projets de loi.

We stemmen later over het geheel van de wetsontwerpen.

WETSONTWERP HOUDENDE GOEDKEURING VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE STAAT EN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP INZAKE SLACHTOFFERZORG

WETSONTWERP HOUDENDE GOEDKEURING VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE FEDERALE STAAT, DE FRANSE GEMEENSCHAP EN HET WAALSE GEWEST INZAKE SLACHTOFFERZORG

Algemene bespreking

Artikelsgewijze bespreking

PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE L'ÉTAT ET LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE EN MATIÈRE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES

PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ET LA RÉGION WALLONNE EN MATIÈRE D'ASSISTANCE AUX VICTIMES

Discussion générale

Discussion des articles

De voorzitter. — Ik stel de Senaat voor deze wetsontwerpen samen te bespreken.

Je propose au Sénat de joindre la discussion de ces projets de loi. (*Assentiment.*)

Volgens het Reglement gelden de door de commissie aangenomen teksten als basis voor de bespreking. (*Zie gedrukte stukken nrs 1-1167/3 en 1-1199/3 van de commissie voor de Justitie van de Senaat. Zitting 1998/1999.*)

Conformément à notre Règlement, les textes adoptés par la commission serviront de base à notre discussion. (*Voir documents nos 1-1167/3 et 1-1199/3 de la commission de la Justice du Sénat. Session 1998/1999.*)

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

Mevrouw Merchiers (SP), rapporteur. — Mijnheer de voorzitter, het wetsontwerp houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferhulp en het wetsontwerp houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord, tussen de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg werden in de commissie voor de Justitie samen besproken.

In zijn inleiding in de commissie wees de minister op de talrijke initiatieven die de diverse overheden de laatste jaren namen om aan de noden van slachtoffers tegemoet te komen. Bij die initiatieven ontmoetten het veiligheidsbeleid van het ministerie van Binnenlandse Zaken, het strafrechtelijk beleid van het ministerie van Justitie en het welzijnsbeleid van de gemeenschappen elkaar voortdurend.

Aangezien de bevoegdheden inzake slachtofferhulp verspreid zijn over verschillende beleidsniveaus, moeten die samenwerkingsakkoorden afsluiten en hun beleid op elkaar afstemmen.

Een goed slachtofferbeleid steunt op drie pijlers: het voorkomen van het slachtofferschap, het voorkomen van het secundair slachtofferschap en het herstel van de materiële en de immateriële schade;

Het samenwerkingsakkoord inzake slachtofferzorg wil de naadloze overgang waarborgen van de politieke en justitiële slachtofferbejegening naar een kwalitatief hoogstaande slachtofferhulp, verstrekt door de gemeenschapsdiensten. Daarbij is een goed doorverwijsmodel van wezenlijk belang.

Voorts worden voor de samenwerking ook overlegstructuren uitgebouwd. In elk gerechtelijk arrondissement is er een raad voor het slachtofferbeleid die de gemaakte afspraken moet concretiseren en implementeren. De plaatselijke beleidsactoren maken deel uit van die raad. Een of meerdere welzijnsteams inzake slachtofferzorg brengen de professionele verantwoordelijken samen die de samenwerking op het terrein vorm moeten geven. Het in 1994 opgerichte Nationale Forum van het slachtofferbeleid zorgt voor tweejaarlijkse evaluaties.

Tijdens de bespreking werd benadrukt dat dit ontwerp klaarheid schept in de bevoegdheidsverdeling. In het verleden was het immers niet altijd duidelijk welke taak voor wie was weggelegd. Naast een precieze omschrijving van de bevoegdheden die de verschillende beleidsniveaus toekomen, ijvert de commissie ook voor richtlijnen om de doorstroming van informatie zo adequaat mogelijk te laten verlopen. Dit is noodzakelijk opdat de diensten die actief betrokken zijn bij de hulpverlening op de hoogte zouden zijn van het bestaande aanbod in de welzijnzorg.

Een lid van de commissie vraagt zich af of er werkelijk een akkoord is over de financiële tegemoetkoming. De minister legt uit dat iedere overheid op zijn terrein verantwoordelijk blijft. Daarop dringt een lid erop aan dat de overheden zich bij het afsluiten van het samenwerkingsakkoord er ook toe verbinden de noodzakelijke financiering te waarborgen zodat de diensten behoorlijk kunnen functioneren.

In de commissie rijst ook de vraag of bepaalde termen in dit akkoord een andere betekenis hebben dan in andere wetteksten. Zo wordt de vraag gesteld of het woord «slachtoffer» in deze wetsontwerpen dezelfde betekenis heeft als in de strafrechtelijke procedure. De minister is van oordeel dat de terminologie die in beide ontwerpen wordt gebruikt coherent is en overeenkomt met de terminologie van andere wetten.

Een lid wijst op de subsidiariteit van de coördinatiestructuur.

De artikelen en de wetsontwerpen worden door de commissie eenparig aangenomen.

De voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene bespreking gesloten en vatten we de artikelsgewijze bespreking van het eerste wetsontwerp aan.

Plus personne ne demandant la parole, la discussion générale est close et nous passons à l'examen des articles du premier projet de loi.

L'article premier est ainsi rédigé:

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. L'accord de coopération du 7 avril 1998 entre l'État et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes est approuvé.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord van 7 april 1998 tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg wordt goedgekeurd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

— Adopté.

Aangenomen.

Dan vatten we nu de artikelsgewijze bespreking van het tweede wetsontwerp aan.

Nous passons à l'examen des articles du deuxième projet de loi.

L'article premier est ainsi rédigé :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. L'accord de coopération du 14 mai 1998 entre l'État fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes est approuvé.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord van 14 mei 1998 tussen de Staat, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest inzake slachtofferzorg wordt goedgekeurd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

— Adopté.

Aangenomen.

De voorzitter. — We stemmen later over de wetsontwerpen in hun geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble des projets de loi.

WETSONTWERP TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 1410, § 2, VAN HET GERECHTELIJK WETBOEK EN ARTIKEL 2071 VAN HET BURGERLIJK WETBOEK (EVOCATIE)

Algemene bespreking

(Artikel 60 van het Reglement)

PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 1410, § 2, DU CODE JUDICIAIRE ET L'ARTICLE 2071 DU CODE CIVIL (ÉVOCATION)

Discussion générale

(Article 60 du Règlement)

De voorzitter. — We vatten de bespreking aan van het wetsontwerp.

Nous abordons l'examen du projet de loi.

Volgens het Reglement geldt de door de commissie aangenomen tekst als basis voor de bespreking. *(Zie gedrukt stuk nr 1-1080/5 van de commissie voor de Justitie van de Senaat. Zitting 1998/1999.)*

Conformément à notre Règlement, le texte adopté par la commission servira de base à notre discussion. *(Voir document n° 1-1080/5 de la commission de la Justice du Sénat. Session 1998/1999.)*

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

De heer Goris, rapporteur, verwijst naar het verslag.

Daar niemand het woord vraagt is de algemene bespreking gesloten.

Personne ne demandant la parole, la discussion générale est close.

We stemmen later over het geheel van het wetsontwerp.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

WETSVOORSTEL TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 8 APRIL 1965 BETREFFENDE DE JEUGDBESCHERMING, MET BETREKKING TOT DE OPROEPING BIJ PROCES-VERBAAL IN JEUGDZAKEN

Algemene bespreking

Artikelsgewijze bespreking

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 8 AVRIL 1965 RELATIVE À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, EN CE QUI CONCERNE LA CONVOCATION PAR PROCÈS-VERBAL DANS LES AFFAIRES EN MATIÈRE DE JEUNESSE

Discussion générale

Discussion des articles

De voorzitter. — We vatten de bespreking aan van het wetsvoorstel.

Nous abordons l'examen de la proposition de loi.

Volgens het Reglement geldt de door de commissie aangenomen tekst als basis voor de bespreking. *(Zie gedrukt stuk nr 1-201/3 van de commissie voor de Justitie van de Senaat. Zitting 1998/1999.)*

Conformément à notre Règlement, le texte adopté par la commission servira de base à notre discussion. *(Voir document n° 1-201/3 de la commission de la Justice du Sénat. Session 1998/1999.)*

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

De heer Vandenberghe, rapporteur, verwijst naar het verslag.

Daar niemand het woord vraagt, is de algemene bespreking gesloten en vatten we de artikelsgewijze bespreking aan.

Personne ne demandant la parole, la discussion générale est close et nous passons à l'examen des articles.

L'article premier est ainsi rédigé :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. À l'article 45, 2, b), de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, les mots «ou par convocation par procès-verbal du ministère public» sont insérés entre les mots «ou la citation à la requête du ministère public» et les mots «, en vue de statuer».

Art. 2. In artikel 45, 2, b), van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming worden tussen de woorden «bij dagvaarding op verzoek van het openbaar ministerie» en de woorden «ten einde» de woorden «of door oproeping bij proces-verbaal van het openbaar ministerie» ingevoegd.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Dans la même loi est inséré un nouvel article 46bis, libellé comme suit:

«Art. 46bis. Le procureur du Roi peut convoquer conjointement les parents, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur et le mineur lui-même, qui lui sont amenés ou se présentent devant lui, à comparaître devant le juge de la jeunesse dans un délai qui ne peut être inférieur à dix jours ni supérieur à deux mois, si l'action tend à faire prendre ou modifier à l'égard du mineur une des mesures prévues au titre II, chapitre III, section II, et qu'il est âgé de douze ans au moins.

Il notifie à ces personnes les faits sur lesquels l'action est fondée, ainsi que les lieu, jour et heure de l'audience et les informe du fait qu'elles ont le droit de choisir un avocat.

Cette notification et cette information sont mentionnées dans un procès-verbal, dont copie leur est remise sur-le-champ.

La notification vaut citation à comparaître.»

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 46bis ingevoegd, luidende:

«Art. 46bis. De procureur des Konings kan de ouders, de voogden of degenen die de minderjarige onder hun bewaring hebben en de minderjarige zelf, die voor hem worden gebracht of die zich bij hem melden, gezamenlijk oproepen om te verschijnen voor de jeugdrechter binnen een termijn die niet korter mag zijn dan tien dagen, noch langer dan twee maanden, indien de rechtsvordering tot doel heeft ten aanzien van de minderjarige een van de maatregelen bedoeld in titel II, hoofdstuk III, afdeling II, te doen nemen of te wijzigen en de minderjarige ten minste twaalf jaar oud is.

Hij stelt deze personen in kennis van de feiten waarop de rechtsvordering gesteund is, alsook van de plaats, de dag en het uur van de zitting en deelt mede dat zij het recht hebben een advocaat te kiezen.

Deze kennisgeving en mededeling worden in een proces-verbaal vermeld, waarvan hun onmiddellijk een kopie wordt overhandigd.

De kennisgeving geldt als dagvaarding om te verschijnen.»

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. À l'article 54bis, deuxième alinéa, deuxième phrase, de la même loi, inséré par la loi du 2 février 1994, les mots «, la convocation par procès-verbal» sont insérés entre les mots «la citation» et les mots «ou l'avertissement motivé».

Art. 4. In artikel 54bis, tweede lid, tweede zin, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 2 februari 1994, worden tussen de woorden «de dagvaarding» en de woorden «of de met redenen omklede waarschuwing» de woorden «, de oproeping bij proces-verbaal» ingevoegd.

— Adopté.

Aangenomen.

De voorzitter. — We stemmen later over het geheel van het wetsvoorstel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de loi.

Mesdames, messieurs, notre ordre du jour est ainsi épuisé.

Onze agenda voor vandaag is afgewerkt.

Le Sénat se réunira le jeudi 11 février 1999 à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw op donderdag 11 februari 1999 om 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 14 h 20.)

(De vergadering wordt gesloten om 14.20 uur.)